

Burundi : quatre journalistes condamnés à deux ans et demi de prison

La justice burundaise a condamné à deux ans et demi de prison quatre journalistes (photo) arrêtés le 22 octobre alors qu'ils couvraient l'incursion de rebelles burundais venus de la République démocratique du Congo (RDC) voisine, a-t-on appris de source judiciaire et d'un témoin.

"Nous sommes sous le choc, le tribunal vient de condamner les 4 journalistes d'Iwacu à 2 ans et 6 mois de prison et à une amende de 1 million de francs burundais (485 euros), c'est une honte car ils n'ont fait que leur métier", a indiqué à l'AFP un témoin ayant assisté à l'audience et réclamant l'anonymat. Amnesty international a dénoncé dans un communiqué des accusations "fabriquées de toute pièce" et évoqué "un triste jour" pour la liberté de la presse au Burundi. Ces journalistes travaillant pour Iwacu, l'un des derniers médias indépendants du Burundi, ont été condamnés pour "tentative de complicité (...) d'atteinte à la sécurité intérieure de l'État" par le tribunal de Bubanza, dans l'ouest du pays. Leur chauffeur a été acquitté. Le parquet, qui avait requis 15 ans de prison, souhaitait les voir condamner pour "complicité d'atteinte à la sécurité de l'État", mais le tribunal a décidé de requalifier les faits", a souligné une source judiciaire, sous couvert de l'anonymat. Selon un journaliste burundais souhaitant lui aussi garder l'anonymat, cette décision des juges résulte du fait que "la défense avait établi clairement que les journalistes n'ont jamais été en contact avec les rebelles, qu'ils n'avaient fait que leur travail". Selon un témoin présent lors du procès, le 30 décembre, l'accusation avait basé l'essentiel de son argumentation sur un message WhatsApp changé par l'une des journalistes avec un collègue se trouvant à l'étranger, dans lequel elle écrivait: "Nous nous dirigerons vers Bubanza (...) pour aider les rebelles". Le fondateur d'Iwacu, Antoine Kaburahe, qui vit en exil en Belgique, a indiqué sur Twitter la volonté de son organisation d'interjeter appel. Au moins 14 rebelles du groupe burundais RED-Tabara, basé dans l'est de la RDC, ont été tués lors de l'attaque du 22 octobre, la première depuis 2017, selon la police burundaise. De son côté, le mouvement rebelle a affirmé avoir tué une dizaine de membres des forces de défense et de sécurité. Reporters sans frontières, qui estime que les journalistes ne faisaient que leur travail, et Human Rights Watch, ont demandé à plusieurs reprises leur libération. Les organisations de protection des journalistes et de défense de droits de l'homme estiment qu'il s'agit d'un mauvais signal lancé aux médias qui opèrent encore au Burundi quelques mois des élections générales de mai 2020. Le Burundi occupe la 159e place du classement de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant le début de la crise en 2015 comme un des rares États de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante. Le pays traverse une crise meurtrière déclenchée par l'annonce en avril 2015 de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé. Il avait été élu en juillet de la même année.